



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Fondation Crédit Agricole Nord Est

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Fondation Crédit Agricole Nord Est
25 Rue Libergier 51100 REIMS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Fondation Crédit Agricole Nord Est

25 Rue Libergier 51100 REIMS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Au Conseil d'administration de la fondation Crédit Agricole Nord Est,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation Crédit Agricole Nord Est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.



Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 16 mars 2026

KPMG SA

Signé par :

Yann Masset

88A838C0C3774A1...

Yann MASSET

Associé

Bilan actif

BILAN-ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeur similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Total immobilisations corporelles	-	-	-	-
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres titres immobilisés				
Total immobilisations financières	-	-	-	-
Total actif immobilisé (I)	-	-	-	-
Stocks et en-cours				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie	953 240,70		953 240,70	940 933,20
Disponibilités	61 652,55		61 652,55	27 542,96
Charges constatées d'avances				
Total actif circulant (II)	1 014 893,25	-	1 014 893,25	968 476,16
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 014 893,25	-	1 014 893,25	968 476,16

Bilan passif

BILAN-PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	943 874,10	886 268,35
Excédent ou déficit de l'exercice		
Situation nette (sous total)	943 874,10	886 268,35
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
Total fonds propres (I)	943 874,10	886 268,35
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total fonds reportés et dédiés (II)	-	-
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total provisions pour risques et charges (III)	-	-
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 065,15	76 710,78
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 954,00	3 751,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		1 746,03
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total dettes (IV)	71 019,15	82 207,81
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 014 893,25	968 476,16

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	742 394,25	706 549,52
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Autres produits d'exploitation		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Total produits d'exploitation (I)	742 394,25	706 549,52
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	167 797,75	162 009,56
Aides financières	583 950,00	556 420,00
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Total charges d'exploitation (II)	751 747,75	718 429,56
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 9 353,50	- 11 880,04
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	12 307,50	15 631,04
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total produits financiers (III)	12 307,50	15 631,04
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total charges financières (IV)	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	12 307,50	15 631,04
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	2 954,00	3 751,00

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (V)	-	-
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VI)	-	-
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	-
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 954,00	3 751,00
Total des produits (I + III + V)	754 701,75	722 180,56
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	754 701,75	722 180,56
EXCEDENT OU DEFICIT	-	-
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total contribution volontaires en nature	-	-
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total charges des contributions volontaires en nature	-	-

1 La Fondation du Crédit Agricole du Nord Est

Objet social

Créée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, la Fondation du Crédit Agricole du Nord Est a pour objet de soutenir, développer et encourager, dans le cadre général, juridique et fiscal du mécénat, par des aides essentiellement financières, les projets et initiatives d'intérêt général dans la circonscription de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est.

Nature et périmètre des missions réalisées

La Fondation intervient sur les budgets d'investissements de projets à but non lucratif se situant dans les départements de l'Aisne, des Ardennes et de la Marne relevant des domaines suivants :

- la culture, le patrimoine, l'environnement,
- le développement économique et la ruralité,
- la jeunesse et les sports,
- la solidarité et le bien vieillir,
- et de façon plus générale au profit de tout projet ou œuvre à caractère d'intérêt général.

Moyens mis en œuvre

Pour accomplir son objet, la Fondation met en œuvre tous les moyens adaptés pouvant notamment se concrétiser sous forme d'actions de sensibilisation, de partenariat, d'animations diverses et d'attribution de prix.

Les ressources de la Fondation comprennent :

- les versements du fondateur,
- les éventuelles subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- le produit des rétributions pour services rendus,
- les dons effectués par des salariés du fondateur ou des entreprises du groupe auquel appartient le fondateur,
- les revenus des ressources mentionnées ci-dessus,
- toutes autres ressources non interdites par la loi.

La Fondation ne dispose pas de salarié. Le personnel est mis à disposition et refacturé à son coût réel par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est.

2 Faits majeurs de l'exercice

Le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est réunit le 3 février 2025 a approuvé la prolongation de la Fondation du Crédit Agricole du Nord Est pour une durée de 5 ans et a renouvelé le plan d'action pluriannuel à l'identique pour un montant de 4 millions d'euros.

3 Evénements postérieurs à la clôture

Néant

4 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Subventions attribuées

Les subventions attribuées sont comptabilisées en fonction de la date de versement par la Fondation du Crédit Agricole du Nord Est aux bénéficiaires des actions. Lorsque l'accord de subvention comprend une clause suspensive, la subvention est comptabilisée à la date de levée de la condition.

A la clôture de l'exercice, s'il existe des accords de subventions dont les clauses suspensives ne sont pas encore levées, ces accords sont mentionnés dans la rubrique « Engagements hors bilan » dans la présente annexe.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur de marché d'un actif est inférieure à son coût d'acquisition.

Fonds propres et fonctionnement de la Fondation

Conformément à ses statuts, la Fondation bénéficie d'un financement annuel accordé par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est. Au cours de la période 2025 – 2029, ce plan d'action pluriannuel est de 800 000 € par an. Ce financement est comptabilisé en produits d'exploitation (versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable).

A la clôture d'un exercice, lorsque ce financement n'est pas intégralement consommé, l'excédent est imputé en fonds propres, dans un compte de « report à nouveau ». Inversement, en cas de dépenses supérieures au financement accordé au titre de l'exercice, un prélèvement est réalisé sur le report à nouveau pour équilibrer les charges de l'exercice. Ce prélèvement est également comptabilisé en versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable, dans le compte de résultat.

Changement de méthode comptable - Application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03 :

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers ainsi que le règlement ANC n°2023-06 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC 2018-06.

L'application de ces règlements constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

5 Informations relatives au bilan

5.1 Bilan actif

5.1.1 Information sur les instruments de trésorerie

Ces postes s'analysent de la manière suivante :

Libellé	31/12/2025	31/12/2024
Dépôts à terme	-	-
Intérêts courus non échus sur dépôt à terme	-	-
Compte sur livret	953 240,70	940 933,20
Total valeurs brutes	953 240,70	940 933,20

Provisions pour dépréciation	31/12/2025	31/12/2024
Dotation - Reprise	-	-
Total valeur nette	-	-

5.2 Bilan passif

5.2.1 Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	31/12/2024	Augmentation ou dotation	Diminution ou consommation	Reclassement	31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	-				-
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	-				-
Report à nouveau	886 268,35	57 605,75			943 874,10
Excédent ou déficit de l'exercice	-				-
Situation nette	886 268,35	57 605,75	-	-	943 874,10
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	-				-
Provisions réglementées	-				-
Total	886 268,35	57 605,75	-	-	943 874,10

5.2.2 Dettes - Classement par échéance

Libellé	Total	- d'un an	Entre 1 an et 5 ans	+ de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 065,15	68 065,15		
Dettes fiscales et sociales	2 954,00	2 954,00		
Autres dettes	-	-		
TOTAL	71 019,15	71 019,15	-	-

Dont :

Libellé	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	46 643,51
Etat charges à payer	2 954,00

6 Informations relatives au compte de résultat

6.1 Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont constitués des dotations de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est.

6.2 Charges d'exploitation - Aides financières

Nom de l'organisme	Montant
Organisme du groupe Crédit Agricole	225 000,00
Autre organisme hors groupe	358 950,00
TOTAL	583 950,00

6.3 Produits financiers

Les produits financiers sont composés des intérêts du compte sur livret.

7 Engagements hors bilan

7.1 Engagements reçus

Programme d'actions pluriannuel - engagement du Fondateur

La prorogation de la Fondation signée le 3 février 2025 stipule que le Fondateur s'engage à contribuer à un programme d'actions sur 5 années d'un montant total de 4 000 000 d'euros. Le Fondateur ne peut se retirer de la Fondation tant que les sommes engagées ne sont pas intégralement versées.

Au 31 décembre 2025, le suivi du programme d'actions pluriannuel est le suivant :

Année	Engagement	Montant perçu	Solde à percevoir
2025	800 000,00	800 000,00	-
2026	800 000,00		800 000
2027	800 000,00		800 000
2028	800 000,00		800 000
2029	800 000,00		800 000
Total	4 000 000,00	800 000,00	3 200 000

7.2 Engagements donnés

Le montant des aides financières accordées et non versées à la clôture de l'exercice s'élève à 429 050€.

8 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts ;
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature ;
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Conformément à la possibilité offerte par le règlement ANC n° 2018-06 en l'absence d'outil permettant l'évaluation des temps passés et des coûts des contributions volontaires en nature, la Fondation du Crédit Agricole Du Nord Est ne procède pas à leur comptabilisation.

Au cours de l'exercice 2025, la Fondation du Crédit Agricole du Nord Est a bénéficié des contributions volontaires en nature suivantes :

- Des contributions en travail : Néant ;
- Des contributions en biens : Néant ;
- Des contributions en services : Missions de délégués à la protection des données (DPO) dans le cadre du RGPD ; Hébergement du site internet ; mise à disposition de bureaux et salles de réunion.